Dares Analyses

MAI 2013 • N° 032

publication de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

PORTRAIT STATISTIQUE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COLLECTIVES DE BRANCHE EN 2010

Fin 2010, près de 15,3 millions de salariés sont couverts par plus de 700 conventions collectives de branche (hors branches agricoles), représentant 493 conventions collectives agrégées. Leur taille est très variable puisque 13 % des conventions agrégées concentrent 73 % de l'emploi total des branches.

Les caractéristiques des salariés et des emplois varient fortement selon les branches. Ces écarts s'expliquent en partie par la diversité des métiers exercés mais aussi par le fait que certaines branches, dites « catégorielles », ne s'appliquent qu'à certaines catégories socioprofessionnelles. Parmi la soixantaine de branches couvrant 50 000 salariés ou plus, la proportion de femmes varie de 3 % à 93 % et la proportion de salariés âgés de moins de 30 ans de 4 % à 71 %. Les taux de CDD et de temps partiel s'échelonnent quant à eux respectivement de 2 % à 24 % et de 4 % à 66 %.

Dans l'ensemble des conventions collectives de branche, le salaire net moyen d'un équivalent-temps plein est d'environ 2 090 euros par mois en 2010. Les écarts salariaux entre branches sont à rapprocher des différences de profils des salariés. À catégorie socioprofessionnelle donnée, les écarts de salaire moyen par branche restent néanmoins marqués, en particulier pour les cadres.

Dans l'ensemble des conventions collectives de branche, le salaire mensuel net d'une femme est en moyenne inférieur de 21 % à celui d'un homme. Dans une dizaine de branches de 50 000 salariés ou plus, cet écart dépasse 25 %. À l'inverse, pour quatre d'entre elles, le salaire moyen des femmes dépasse légèrement celui des hommes.

Au 31 décembre 2010, 713 conventions collectives de branche (hors branches agricoles) couvrent près de 15,3 millions de salariés selon les déclarations annuelles de données sociales (DADS, encadré 1) *(1)*. À des fins analytiques, ces conventions collectives sont réunies en 493 conventions collectives de branche, qualifiées d'« agrégées » dans cette étude, afin de tenir compte notamment de l'existence concomitante de conventions collectives d'échelons national et territorial pour une même activité (encadré 2). Dans la suite de l'étude, il est fait référence exclusivement aux conventions collectives agrégées.

13 % des conventions collectives de branche agrégées concentrent 73 % de l'emploi salarié

En 2010, 21 % des conventions collectives de branche agrégées, soit une centaine de conventions, couvrent moins de 1 000 salariés et ne totalisent que 0,2 % de l'effectif salarié de l'ensemble des branches. À l'inverse, 13 % des conventions collectives agrégées, soit 62, ont 50 000 salariés ou plus, totalisant à elles seules 73 % de l'emploi salarié (tableau 1). Les 5 conventions collectives de branche couvrant les effectifs salariés les plus nombreux sont celles des bureaux d'études techniques Syntec (712 400 salariés au 31 décembre 2010), du commerce de détail et de

(1) Outre les branches agricoles, sont exclus de l'étude les salariés sous statut, ceux couverts par une convention d'entreprise, les salariés couverts par un ensemble d'accords et les salariés sans couverture conventionnelle (encadré 2). Les particuliers employeurs sont également exclus du champ de l'étude.

DARES

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DU DIALOGUE SOCIAL

gros à prédominance alimentaire (652 200 salariés), des transports routiers (647 200 salariés), des hôtels, cafés et restaurants (585 600 salariés) et du bâtiment ouvriers de plus de 10 salariés (577 400 salariés).

40 % des conventions collectives de branche regroupées sont catégorielles

Si près de 60 % des conventions collectives de branche agrégées s'appliquent à toutes les catégories socioprofessionnelles (cadre, profession intermédiaire, employé, ouvrier), 40 % d'entre elles (représentant 27 % de l'emploi salarié) sont catégorielles et ne s'appliquent donc qu'à une, deux ou trois catégories socioprofessionnelles (tableau 1). En particulier, 11 % des conventions collectives ne s'appliquent qu'à une seule catégorie socioprofessionnelle.

La suite de cette publication dresse un portrait statistique des 54 conventions collectives de branche regroupées parmi les 62 couvrant plus de 50 000 salariés pour lesquelles les données sont jugées diffusables, au regard notamment des règles relatives au secret statistique (voir encadré 2) (désignées par la suite comme « principales conventions collectives ») *(2)*. Ces principales conventions collectives couvrent au total 9,8 millions de salariés sur un total de 15,3 millions de salariés couverts par une convention collective de branche (soit 64 %).

Les profils sociodémographiques sont très divers selon les conventions collectives

Hormis la convention de la métallurgie cadres qui, par nature, ne couvre que les cadres, 5 conventions collectives de branche couvrant plus de 50 000 salariés comptent plus de 40 % de cadres dans leurs effectifs : bureaux d'études techniques Syntec (57 %), télécommunications (47 %), banques (44 %), sociétés d'assurance (42 %) et publicité (41 %). À l'inverse, 3 conventions collectives du bâtiment et des travaux publics couvrent spécifiquement les ouvriers et plusieurs autres conventions comptent plus de deux tiers d'ouvriers : entreprises de propreté et services associés (92 %) *(3)*, activités du déchet (74 %), transports publics urbains de voyageurs (74 %), transports routiers (69 %), fabrication de l'ameublement (67 %). Dans 5 branches, au moins 80 % des salariés occupent une position d'employé : gardien, concierges employés d'immeubles (100 %), coiffure (95 %), prévention et sécurité (93 %), commerce de détail habillement textiles (81 %), commerce de détail fruits légumes-épicerie (81 %), restauration rapide (81 %) (tableau 2).

La part des femmes parmi les salariés couverts est également très variable selon les branches. On compte ainsi moins de 10 % de femmes dans les conventions collectives ouvrières des travaux publics et du bâtiment alors que le taux de féminisation est supérieur à 80 % dans les cabinets médicaux, la coiffure, la pharmacie d'officine, l'hospitalisation privée et les succursales de vente au détail d'habillement. En moyenne, 44 % des 15,3 millions de salariés couverts par une convention collective de branche sont des femmes.

La convention collective des gardiens et concierges d'immeubles couvre des salariés nettement plus âgés que dans les autres conventions : 56 % des salariés y ont plus de 50 ans, contre en moyenne 22 % dans l'ensemble des branches. Dans 4 autres conventions collectives de branche, plus de 30 % de salariés sont âgés de 50 ans ou plus : établissements d'enseignement privé, caoutchouc, transports publics urbains de voyageurs et cabinets médicaux.

À l'inverse, la part des salariés de moins de 30 ans atteint au moins 40 % dans 8 branches et même 71 % dans la restauration rapide. La proportion de jeunes parmi les salariés couverts est notamment élevée dans les branches qui recourent largement à l'apprentissage : coiffure (20 % d'apprentis ; 56 % de jeunes) ; boulangeries-pâtisseries artisanales (19 % d'apprentis ; 48 % de

(2) 8 conventions collectives couvrant au moins 50 000 salariés au 31 décembre 2010 sont exclues de l'analyse car leurs données ne sont pas diffusables (encadré 2). Des données complémentaires sur les 252 conventions collectives de branche ayant 5 000 salariés ou plus, et diffusables, sont par ailleurs diffusées sur le site du ministère : www.travail-emploi.gouv.fr > Conventions collectives : nomenclatures et données statistiques

(3) La nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) classe les agents de propreté travaillant pour le compte d'une entreprise en « ouvrier ». Si un particulier emploie un salarié pour des travaux ménagers, ce dernier est en revanche classé en tant qu'employé.

Tableau 1 • **Les conventions collectives de branche au 31 décembre 2010 (*)**

	Nombre d'IDCC (**)	%	Nombre de salariés au 31/12/2010 (en milliers)	%
Répartition par taille (nombre de salariés au 31/12/2010)				
1 à 999 salariés	105	21,3	36	0,2
1 000 à 4 999 salariés	119	24,1	318	2,1
5 000 salariés ou plus	269	54,6	14 896	97,7
Dont : 50 000 salariés ou plus	*62*	*12,6*	*11 101*	*72,8*
Répartition selon le caractère catégoriel ou non				
Conventions non catégorielles	293	59,4	11 127	73,0
Conventions catégorielles s'appliquant à deux ou trois catégories socioprofessionnelles	146	29,6	2 241	14,7
Conventions catégorielles s'appliquant à une seule catégorie socioprofessionnelle	54	11,0	1 882	12,3
Total	**493**	**100,0**	**15 250**	**100,0**

(*) Ensemble des conventions collectives hors branches agricoles, statuts, conventions d'entreprise, accords et hors salariés ne disposant d'aucune couverture conventionnelle ou statutaire. Il s'agit des conventions collectives dont le regroupement Cris est inférieur ou égal à 'V' (encadré 2).

(**) Les IDCC sont ici « agrégés » (encadré 2).

Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

Tableau 2 • **Caractéristiques d'emploi par Cris et pour les principales conventions collectives de branche au 31/12/2010**

			En % des salariés présents au 31/12/2010										
		Effectif salarié au 31/12/2010	Cadres (**)	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Femmes	29 ans ou moins	50 ans ou plus	CDD	Temps partiel	Apprentis	Entreprises de 1 à 9 salariés
Ensemble des conventions collectives de branche		**15 250 400**	**16**	**19**	**32**	**32**	**44**	**25**	**22**	**9**	**21**	**2**	**19**
A	**MÉTALLURGIE ET SIDÉRURGIE**	**1 682 000**	**25**	**27**	**8**	**40**	**22**	**16**	**27**	**4**	**8**	**2**	**6**
00054	Métallurgie région parisienne	269 000	0	52	15	33	27	19	28	4	7	3	5
00650	Métallurgie cadres	415 200	100	0	0	0	20	12	27	2	12	0	5
B	**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**	**1 466 100**	**7**	**8**	**6**	**80**	**11**	**30**	**20**	**7**	**8**	**6**	**34**
01596	Bâtiment ouvriers jusqu'à 10 salariés (*)	374 300	0	0	0	100	8	40	15	10	10	10	79
01597	Bâtiment ouvriers plus de 10 salariés (*)	577 400	0	0	0	100	7	31	20	7	7	6	23
01702	Travaux publics ouvriers	200 100	0	0	0	100	3	24	23	4	4	3	8
02609	Bâtiment Etam (*)	126 900	0	53	47	0	37	21	22	5	14	2	21
02614	Travaux publics Etam (*)	66 400	0	71	29	0	25	22	22	3	6	2	3
C	**CHIMIE ET PHARMACIE**	**513 200**	**27**	**38**	**11**	**24**	**56**	**19**	**23**	**6**	**18**	**2**	**20**
00044	Industries chimiques	224 300	26	31	9	34	38	16	25	5	9	1	3
00176	Industrie pharmaceutique	129 300	34	38	9	18	58	13	20	5	13	1	2
01996	Pharmacie d'officine	119 100	24	53	16	6	88	30	21	8	40	6	75
D	**PLASTIQUES, CAOUTCHOUC ET COMBUSTIBLES**	**235 100**	**17**	**21**	**10**	**51**	**29**	**15**	**27**	**4**	**9**	**1**	**5**
00045	Caoutchouc	58 300	14	23	7	56	22	13	34	3	9	1	2
00292	Plasturgie	126 500	13	18	9	60	32	15	22	5	8	1	5
E	**VERRE ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**	**210 000**	**12**	**15**	**20**	**53**	**22**	**16**	**25**	**4**	**9**	**1**	**10**
F	**BOIS ET DÉRIVÉS**	**287 900**	**12**	**14**	**25**	**49**	**31**	**20**	**24**	**6**	**11**	**1**	**17**
01411	Fabrication de l'ameublement	50 200	9	11	13	67	27	20	26	6	10	4	25
01880	Ameublement - négoce de l'ameublement	67 200	11	10	60	19	44	30	18	9	20	1	28
G	**HABILLEMENT, CUIR, TEXTILE**	**472 100**	**12**	**11**	**50**	**27**	**66**	**32**	**20**	**13**	**26**	**2**	**22**
00018	Industries textiles	74 300	13	15	17	55	49	12	30	7	13	1	12
00675	Succursales de vente au détail d'habillement	95 200	11	14	70	5	84	49	9	14	42	1	1
01483	Commerce de détail habillement textiles	78 600	9	5	78	8	75	39	20	13	33	4	63
01557	Commerce articles de sports, équipements, loisirs	55 500	16	8	66	10	43	52	7	24	26	2	24
H	**CULTURE ET COMMUNICATION**	**583 400**	**33**	**22**	**24**	**21**	**45**	**23**	**21**	**11**	**24**	**1**	**20**
00086	Publicité	77 400	41	28	19	12	53	28	15	9	15	1	25
00184	Imprimeries de labeur	63 500	13	14	12	62	34	14	27	5	9	1	19
01539	Commerces de détail papeterie bureau librairie	68 200	14	24	52	10	48	28	18	9	21	2	36
02148	Télécommunications	82 200	47	32	19	2	39	26	11	5	12	3	3
I	**AGRO-ALIMENTAIRE**	**822 400**	**8**	**11**	**31**	**50**	**44**	**28**	**20**	**10**	**18**	**6**	**30**
00843	Boulangeries pâtisseries artisanales (*)	125 300	0	0	47	53	50	48	14	10	25	19	66
01505	Commerce de détail fruits, légumes, épicerie	63 400	6	4	81	9	58	36	17	14	36	4	65
J	**COMMERCE DE GROS ET IMPORT-EXPORT**	**374 300**	**20**	**25**	**32**	**23**	**36**	**21**	**21**	**6**	**15**	**1**	**22**
00573	Commerces de gros	334 600	18	25	32	24	36	21	21	6	15	1	21
K	**COMMERCE PRINCIPALEMENT ALIMENTAIRE**	**657 400**	**7**	**10**	**71**	**12**	**60**	**33**	**14**	**13**	**35**	**1**	**2**
02216	Commerce détail et gros à prédominance alimentaire (*)	652 200	7	9	72	12	60	33	14	13	35	1	2
L	**COMMERCE DE DÉTAIL PRINCIPALEMENT NON ALIMENTAIRE**	**405 300**	**12**	**15**	**61**	**12**	**53**	**34**	**16**	**11**	**22**	**2**	**24**
01517	Commerces de détail non alimentaire	117 500	9	10	73	9	65	37	16	13	26	3	38
01606	Bricolage (vente au détail en libre-service)	72 900	9	14	69	8	43	32	12	9	18	1	4
01686	Commerce audiovisuel électronique équipement ménager	76 600	11	15	55	20	39	38	13	12	21	1	19
M	**SERVICES DE L'AUTOMOBILE ET DES MATÉRIELS ROULANTS**	**509 900**	**9**	**16**	**23**	**51**	**22**	**30**	**20**	**6**	**12**	**5**	**36**
01090	Services de l'automobile	429 100	9	16	23	52	22	31	20	6	12	6	38
01404	Commerce réparation tracteurs matériel agricole BTP	75 000	11	14	23	51	18	27	22	6	8	4	24
N	**HÔTELLERIE, RESTAURATION ET TOURISME**	**931 300**	**6**	**10**	**70**	**14**	**49**	**41**	**14**	**13**	**32**	**4**	**36**
01266	Restauration de collectivités	93 000	5	19	56	20	55	16	25	7	28	1	3
01501	Restauration rapide	138 800	3	8	81	9	52	71	4	7	66	1	27
01979	Hôtels-cafés-restaurants (*)	585 600	6	7	72	16	45	40	15	15	27	6	47
O	**TRANSPORTS (HORS STATUTS), dont :**	**863 700**	**8**	**11**	**19**	**61**	**22**	**17**	**25**	**8**	**14**	**1**	**11**
00016	Transports routiers	647 200	6	8	17	69	20	18	25	8	13	0	13
00275	Transports aériens personnels au sol (*)	90 300	21	31	34	14	40	13	21	4	20	1	1
01424	Transports publics urbains de voyageurs	50 200	2	12	12	74	18	9	32	3	14	0	1
P	**SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL**	**1 887 200**	**8**	**30**	**51**	**10**	**77**	**19**	**29**	**11**	**39**	**0**	**11**
01147	Cabinets médicaux	82 200	4	17	72	6	93	16	31	7	48	0	71
02264	Hospitalisation privée	245 000	7	32	59	3	85	24	25	14	27	0	1
Q	**BANQUES, ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSURANCES**	**731 300**	**36**	**31**	**33**	**1**	**60**	**20**	**27**	**4**	**16**	**1**	**6**
01672	Sociétés d'assurances	137 400	42	23	34	1	63	16	29	5	17	1	2
02120	Banques (*)	260 700	44	39	17	0	56	22	28	3	15	1	0
02128	Mutualité	53 300	20	25	52	2	75	17	30	10	22	0	2
R	**IMMOBILIER ET ACTIVITÉS TERTIAIRES LIÉES AU BÂTIMENT**	**335 900**	**20**	**24**	**52**	**5**	**59**	**18**	**31**	**8**	**24**	**1**	**51**
01043	Gardiens concierges employés d'immeubles	79 200	0	0	100	0	64	4	56	5	48	0	89
01527	Immobilier	141 800	25	30	39	5	61	25	23	8	17	1	46
S	**BUREAUX D'ÉTUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES AUX ENTREPRISES**	**826 100**	**51**	**20**	**23**	**5**	**38**	**32**	**13**	**9**	**14**	**1**	**18**
01486	Bureaux d'études techniques Syntec	712 400	57	21	17	5	34	31	13	7	13	1	17
02098	Prestataires de services secteur tertiaire	108 800	11	15	64	9	64	41	12	22	21	0	18
T	**PROFESSIONS JURIDIQUES ET COMPTABLES**	**242 000**	**22**	**18**	**55**	**5**	**73**	**26**	**22**	**6**	**21**	**2**	**38**
00787	Cabinets d'experts comptables	132 700	24	10	60	6	66	30	20	4	20	3	31
U	**NETTOYAGE, MANUTENTION, RÉCUPÉRATION ET SÉCURITÉ**	**630 000**	**3**	**4**	**25**	**67**	**43**	**17**	**26**	**13**	**40**	**0**	**6**
01351	Prévention et sécurité	141 700	2	3	93	2	13	24	17	10	15	0	5
02149	Activités du déchet	52 300	8	10	8	74	15	15	22	5	8	1	3
03043	Entreprises de propreté et services associés	360 500	2	3	4	92	64	14	30	16	60	0	5
V	**BRANCHES NON AGRICOLES DIVERSES**	**583 800**	**13**	**31**	**46**	**10**	**60**	**32**	**20**	**14**	**32**	**5**	**34**
01516	Organismes de formation	74 800	18	56	21	5	62	17	26	21	45	0	22
02408	Établissements d'enseignement privé (*)	58 700	7	34	60	0	77	12	36	14	59	0	8
02511	Sport	59 900	7	65	22	6	37	35	16	24	51	1	50
02596	Coiffure	104 100	2	1	95	1	88	56	8	11	26	20	82

// : catégorie socioprofessionnelle non couverte par la convention collective.

(*) IDCC agrégés. (**) Y compris chefs d'entreprise salariés.

Note : figurent ici les 22 regroupements Cris et les 54 conventions collectives de branche ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 dont les données peuvent être diffusées au regard du secret statistique (encadré 2). Champ : conventions collectives de branches en 2010. Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

jeunes) ; bâtiment ouvriers jusqu'à 10 salariés (10 % d'apprentis et 40 % de jeunes).

Les taux de CDD et de temps partiel sont très variables selon les branches

Les conventions collectives de branche où le temps partiel est très fréquent sont celles où la proportion des femmes et des jeunes est la plus élevée : restauration rapide (66 % de temps partiel) ou enseignement privé (59 %), par exemple. Le temps partiel est à l'inverse peu présent dans de nombreuses branches industrielles (caoutchouc, plasturgie, métallurgie, industries chimiques…) et dans la plupart des branches du bâtiment et des travaux publics.

En moyenne, 9 % des 15,3 millions de salariés couverts par une convention collective de branche sont employés en CDD. Cette proportion dépasse 20 % dans le commerce d'articles de sport, d'équipement et de loisirs, dans la convention collective du sport, ainsi que dans les organismes de formation et les prestataires de services secteur tertiaire. Le taux de CDD est en revanche peu élevé dans la métallurgie cadres (2 %) et les travaux publics employés, techniciens et agents de maîtrise (Etam), le caoutchouc, les transports publics urbains de voyageurs et les banques (3 % chacun).

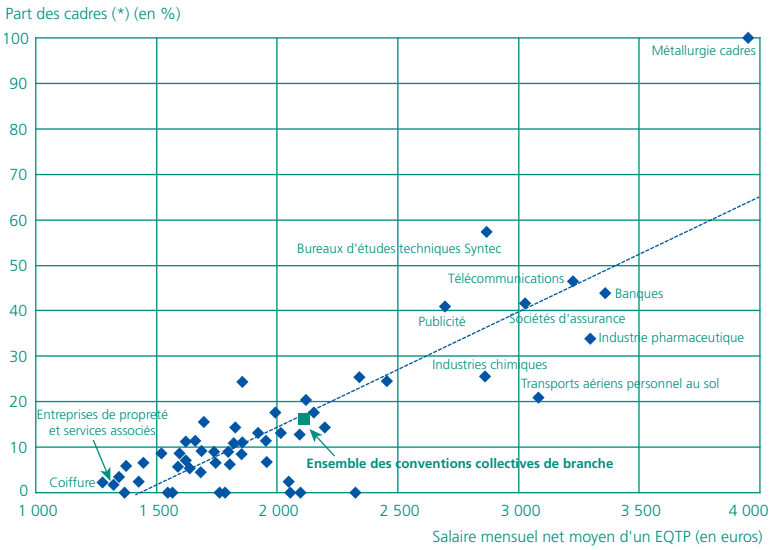
Le tissu économique diffère selon les branches

Un peu plus d'1,5 million d'entreprises appliquent de façon majoritaire une convention collective de branche, c'est-à-dire pour la majorité de leurs salariés (encadrés 4). En moyenne, 19 % des 15,3 millions de salariés couverts par une convention collective de branche travaillent dans une entreprise de 1 à 9 salariés (TPE) *(4)*, mais des disparités importantes existent entre branches. Ainsi, dans 8 conventions collectives de plus de 50 000 salariés, plus de 60 % des salariés sont employés dans une TPE : gardiens concierges employés d'immeubles (89 %), coiffure (82 %), bâtiment ouvriers jusqu'à 10 salariés (79 % *(5)*), pharmacie d'officine (75 %), cabinets médicaux (71 %), boulangeries pâtisseries artisanales (66 %), commerce de détail fruits légumes épicerie (65 %), commerce de détail habillement textiles (63 %). À l'inverse, la quasi-totalité des salariés couverts par les conventions collectives des banques, du transport aérien personnel au sol, de l'hospitalisation privée, des succursales vente au détail d'habillement, des transports publics urbains de voyageurs travaillent dans une entreprise de plus de 10 salariés. La part des très grosses entreprises (500 salariés ou plus, qui regroupent en moyenne 31 % des salariés des branches) est particulièrement élevée dans les banques (91 %), les sociétés d'assurance (80 %) ou les transports aériens personnel au sol (78 %).

Les écarts de salaires entre branches sont à rapprocher en partie des différences de profil des salariés

Le salaire mensuel net moyen d'un équivalent-temps plein (EQTP, encadré 1) est de 2 090 euros en 2010 dans l'ensemble des conventions collectives de branche. Dans les conventions collectives couvrant plus de 50 000 salariés, il s'échelonne de 1 280 euros dans la coiffure à 3 950 euros dans la métallurgie cadres, soit un rapport de 3,1 (tableau 3). Les écarts de salaires entre branches renvoient en large partie au champ d'application catégoriel de certaines branches et, plus généralement, à leur composition en terme de catégorie socioprofessionnelle. Ainsi, plus la proportion de cadres est élevée, plus le salaire moyen de la branche tend à être important (graphique 1). Dans l'ensemble des branches où le salaire mensuel net moyen est inférieur à 1 500 euros, moins de 10 % des salariés sont des cadres ; dans celles où il est supérieur à 2 500 euros, plus de 20 % des salariés sont des cadres. Quelques branches s'écartent néanmoins assez nettement de cette tendance :

Graphique 1 • **Part des cadres et salaire mensuel net moyen en 2010, pour les principales conventions collectives de branche**



(*) Y compris chefs d'entreprise salariés.

Lecture : dans les bureaux d'études techniques Syntec, la proportion de cadres est de 57 % au 31/12/2010 et le salaire mensuel net moyen d'un équivalent temps-plein (EQTP) est de 2 870 euros en 2010.

Champ : conventions collectives de branche ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 (sauf celles dont les données ne peuvent être diffusées au regard du secret statistique - encadré 2).

Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

(4) Les données présentées ici sont relatives aux salariés. Des indicateurs relatifs au nombre d'établissements ou d'entreprises rattachés à une convention collective sont présentés dans les tableaux complémentaires diffusés sur le site du ministère.

(5) Dans cette convention collective, la part des TPE n'est pas égale à 100 % pour deux raisons. D'une part, le seuil de 10 salariés peut s'appliquer indifféremment au niveau entreprise ou au niveau établissement. D'autre part, ce seuil peut s'appliquer au moment de la création de l'entreprise, qui, quelques années plus tard, possède plus de 10 salariés, alors que les salariés de celle-ci sont toujours couverts par la convention d'origine.

Tableau 3 • **Caractéristiques de salaires par Cris et pour les principales conventions collectives de branche en 2010**

		Effectif salarié au 31/12/2010	Salaire mensuel net moyen d'un équivalent-temps plein (en euros)					Répartition des salaires relativement au Smic (en %)		Écart femmes/hommes pour le salaire mensuel net moyen (en %)
			Cadres (**)	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Ensemble	Compris entre 1,0 et 1,05 Smic	Supérieur ou égal à 3 Smic	
Ensemble des conventions collectives de branche		**15 250 400**	**3 900**	**2 190**	**1 490**	**1 610**	**2 090**	**6,5**	**11,6**	**-20,9**
A	**MÉTALLURGIE ET SIDÉRURGIE**	**1 682 000**	**3 950**	**2 500**	**1 780**	**1 710**	**2 490**	**1,9**	**19,3**	**-16,7**
00054	Métallurgie région parisienne	269 000	//	2 720	1 930	1 860	2 330	1,7	11,9	-13,3
00650	Métallurgie cadres	415 200	3 950	//	//	//	3 950	0,4	58,8	-18,3
B	**BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**	**1 466 100**	**3 650**	**2 270**	**1 750**	**1 710**	**1 900**	**6,0**	**6,7**	**-2,0**
01596	Bâtiment ouvriers jusqu'à 10 salariés (*)	374 300	//	//	//	1 570	1 570	10,9	1,9	-2,9
01597	Bâtiment ouvriers plus de 10 salariés (*)	577 400	//	//	//	1 790	1 790	6,1	4,2	4,1
01702	Travaux publics ouvriers	200 100	//	//	//	1 760	1 760	3,1	2,3	3,8
02609	Bâtiment Etam (*)	126 900	//	2 320	1 710	//	2 060	3,8	6,9	-22,8
02614	Travaux publics Etam (*)	66 400	//	2 190	1 850	//	2 100	1,6	4,3	-18,8
C	**CHIMIE ET PHARMACIE**	**513 200**	**4 430**	**2 310**	**1 850**	**1 850**	**2 750**	**2,4**	**24,1**	**-24,9**
00044	Industries chimiques	224 300	4 750	2 540	1 940	1 920	2 860	1,4	24,8	-18,1
00176	Industrie pharmaceutique	129 300	4 900	2 800	2 230	1 890	3 300	0,8	38,0	-20,9
01996	Pharmacie d'officine	119 100	2 840	1 570	1 360	1 290	1 860	6,2	5,4	-22,2
D	**PLASTIQUES, CAOUTCHOUC ET COMBUSTIBLES**	**235 100**	**4 610**	**2 370**	**1 760**	**1 640**	**2 330**	**2,7**	**15,3**	**-20,8**
00045	Caoutchouc	58 300	4 310	2 240	1 840	1 680	2 200	1,6	10,9	-13,2
00292	Plasturgie	126 500	4 100	2 190	1 700	1 550	2 020	3,8	9,3	-21,9
E	**VERRE ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION**	**210 000**	**3 910**	**2 350**	**1 620**	**1 770**	**2 080**	**3,1**	**9,6**	**-13,6**
F	**BOIS ET DÉRIVÉS**	**287 900**	**3 810**	**2 270**	**1 620**	**1 540**	**1 940**	**5,5**	**8,3**	**-14,4**
01411	Fabrication de l'ameublement	50 200	3 560	2 050	1 610	1 460	1 740	6,0	5,2	-12,6
01880	Ameublement - négoce de l'ameublement	67 200	3 520	2 060	1 610	1 500	1 850	6,3	6,8	-14,7
G	**HABILLEMENT, CUIR, TEXTILE**	**472 100**	**3 510**	**2 040**	**1 400**	**1 390**	**1 750**	**12,4**	**6,4**	**-25,3**
00018	Industries textiles	74 300	4 060	2 090	1 570	1 450	1 920	7,9	8,6	-26,1
00675	Succursales de vente au détail d'habillement	95 200	3 080	1 780	1 330	1 350	1 620	11,0	4,3	-27,3
01483	Commerce de détail habillement textiles	78 600	2 770	1 910	1 370	1 310	1 520	18,3	3,3	-17,6
01557	Commerce articles de sports équipements loisirs	55 500	2 800	1 870	1 380	1 410	1 700	11,2	5,6	-17,7
H	**CULTURE ET COMMUNICATION**	**583 400**	**3 710**	**2 170**	**1 610**	**1 640**	**2 480**	**5,2**	**21,3**	**-19,3**
00086	Publicité	77 400	3 870	2 010	1 660	1 570	2 690	3,6	22,2	-21,7
00184	Imprimeries de labeur	63 500	3 760	2 190	1 650	1 690	2 020	2,7	8,4	-20,7
01539	Commerces de détail papeterie bureau librairie	68 200	3 410	1 850	1 400	1 420	1 830	10,4	8,1	-23,3
02148	Télécommunications	82 200	4 180	2 500	1 880	1 560	3 220	2,8	40,7	-21,9
I	**AGRO-ALIMENTAIRE**	**822 400**	**4 130**	**2 220**	**1 370**	**1 550**	**1 820**	**9,9**	**6,5**	**-23,3**
00843	Boulangeries pâtisseries artisanales (*)	125 300	//	//	1 250	1 490	1 370	21,4	0,5	-20,9
01505	Commerce de détail fruits légumes épicerie	63 400	2 560	1 810	1 260	1 430	1 370	28,8	1,6	-14,9
J	**COMMERCE DE GROS ET IMPORT-EXPORT**	**374 300**	**4 140**	**2 150**	**1 650**	**1 480**	**2 250**	**4,8**	**14,8**	**-21,0**
00573	Commerces de gros	334 600	4 000	2 120	1 630	1 480	2 150	5,0	13,0	-20,0
K	**COMMERCE PRINCIPALEMENT ALIMENTAIRE**	**657 400**	**3 820**	**1 980**	**1 340**	**1 540**	**1 620**	**6,8**	**4,5**	**-24,0**
02216	Commerce détail et gros à prédominance alimentaire (*)	652 200	3 820	1 990	1 340	1 540	1 620	6,9	4,5	-24,1
L	**COMMERCE DE DÉTAIL PRINCIPALEMENT NON ALIMENTAIRE**	**405 300**	**3 120**	**2 020**	**1 430**	**1 460**	**1 760**	**9,2**	**5,9**	**-17,3**
01517	Commerces de détail non alimentaire	117 500	3 050	1 900	1 360	1 420	1 600	15,1	4,3	-19,1
01606	Bricolage (vente au détail en libre-service)	72 900	3 520	1 970	1 400	1 460	1 690	9,1	4,6	-15,5
01686	Commerce audiovisuel électronique équipement ménager	76 600	3 530	2 010	1 510	1 500	1 820	7,9	6,5	-13,6
M	**SERVICES DE L'AUTOMOBILE ET DES MATÉRIELS ROULANTS**	**509 900**	**3 560**	**2 060**	**1 500**	**1 540**	**1 820**	**6,5**	**6,6**	**-15,0**
01090	Services de l'automobile	429 100	3 540	2 040	1 480	1 530	1 800	7,1	6,5	-14,9
01404	Commerce réparation tracteurs matériel agricole BTP	75 000	3 620	2 190	1 650	1 620	1 950	3,7	7,5	-13,6
N	**HÔTELLERIE, RESTAURATION ET TOURISME**	**931 300**	**3 150**	**1 930**	**1 390**	**1 520**	**1 590**	**8,8**	**3,2**	**-13,3**
01266	Restauration de collectivités	93 000	3 790	1 950	1 340	1 440	1 640	7,1	3,4	-20,3
01501	Restauration rapide	138 800	2 830	1 590	1 240	1 280	1 350	16,6	1,3	-7,1
01979	Hôtels-cafés-restaurants (*)	585 600	3 060	2 030	1 420	1 570	1 590	8,1	2,8	-13,2
O	**TRANSPORTS (HORS STATUTS)**	**863 700**	**4 420**	**2 320**	**1 750**	**1 670**	**1 990**	**3,6**	**7,2**	**-6,5**
00016	Transports routiers	647 200	3 770	2 120	1 580	1 640	1 800	4,1	4,1	-6,3
00275	Transports aériens personnels au sol (*)	90 300	5 680	2 580	2 310	1 890	3 080	0,9	26,3	-28,0
01424	Transports publics urbains de voyageurs	50 200	3 830	2 610	2 020	1 910	2 050	1,4	5,1	-8,1
P	**SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL**	**1 887 200**	**3 490**	**1 930**	**1 410**	**1 090**	**1 720**	**10,2**	**5,0**	**-16**
01147	Cabinets médicaux	82 200	3 070	2 230	1 480	1 350	1 680	7,8	3,4	-36
02264	Hospitalisation privée	245 000	3 800	2 090	1 400	1 490	1 740	6,1	4,5	-21,6
Q	**BANQUES, ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS ET ASSURANCES**	**731 300**	**4 600**	**2 240**	**1 830**	**1 720**	**2 990**	**1,6**	**26,4**	**-38,3**
01672	Sociétés d'assurances	137 400	4 250	2 260	1 910	1 930	3 030	1,0	28,8	-34
02120	Banques (*)	260 700	4 830	2 210	2 000	2 000	3 360	1,5	32,4	-38
02128	Mutualité	53 300	3 830	1 980	1 550	1 510	2 120	3,2	12,2	-33,3
R	**IMMOBILIER ET ACTIVITÉS TERTIAIRES LIÉES AU BÂTIMENT**	**335 900**	**3 810**	**2 060**	**1 600**	**1 530**	**2 200**	**5,2**	**13,2**	**-27,3**
01043	Gardiens concierges employés d'immeubles	79 200	//	//	1 550	//	1 550	10,7	1,4	-16,9
01527	Immobilier	141 800	3 930	2 040	1 610	1 460	2 340	5,0	16,2	-31,1
S	**BUREAUX D'ÉTUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES AUX ENTREPRISES**	**826 100**	**3 580**	**1 950**	**1 510**	**1 580**	**2 710**	**5,0**	**23,7**	**-28,6**
01486	Bureaux d'études techniques Syntec	712 400	3 580	1 970	1 650	1 650	2 870	2,6	26,0	-24,1
02098	Prestataires de services secteur tertiaire	108 800	3 790	1 770	1 270	1 370	1 660	22,4	7,0	-29,0
T	**PROFESSIONS JURIDIQUES ET COMPTABLES**	**242 000**	**4 120**	**2 140**	**1 760**	**1 550**	**2 400**	**3,1**	**15,3**	**-37,5**
00787	Cabinets d'experts comptables	132 700	4 240	2 100	1 740	1 590	2 460	3,7	17,1	-39,6
U	**NETTOYAGE, MANUTENTION, RÉCUPÉRATION ET SÉCURITÉ**	**630 000**	**3 850**	**2 130**	**1 380**	**1 340**	**1 500**	**18,5**	**3,1**	**-18,2**
01351	Prévention et sécurité	141 700	3 570	1 940	1 340	1 560	1 420	13,3	1,7	4,3
02149	Activités du déchet	52 300	3 950	2 190	1 660	1 580	1 850	3,9	5,8	7,4
03043	Entreprises de propreté et services associés	360 500	3 810	2 030	1 450	1 220	1 320	27,9	1,6	-16,8
V	**BRANCHES NON AGRICOLES DIVERSES**	**583 800**	**3 510**	**2 280**	**1 360**	**1 630**	**1 960**	**13,0**	**8,9**	**-36,0**
01516	Organismes de formation	74 800	3 220	1 820	1 470	1 250	1 990	7,1	9,6	-20,6
02408	Établissements d'enseignement privé (*)	58 700	3 070	1 490	1 250	//	1 450	27,6	2,9	-22,8
02511	Sport	59 900	3 320	2 080	1 460	1 390	1 960	12,8	9,0	-23,6
02596	Coiffure	104 100	2 280	1 710	1 250	1 210	1 280	27,9	0,8	-17,3

// : catégorie socioprofessionnelle non couverte par la convention collective.

(*) IDCC agrégés. (**) Y compris chefs d'entreprise salariés.

Note : figurent ici les 22 regroupements Cris et les 54 conventions collectives de branche ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 dont les données peuvent être diffusées au regard du secret statistique (encadré 2). Champ : conventions collectives de branches en 2010. Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

dans les bureaux d'études Syntec, le salaire moyen (2 870 euros) est proportionnellement peu élevé par rapport à la part des cadres (57 %), l'inverse prévalant dans les transports aériens personnels au sol, l'industrie pharmaceutique ou les industries chimiques. Pour les bureaux d'études Syntec, ceci est à rapprocher de la grande diversité des secteurs d'activité couverts par la branche, dont certains sont faiblement rémunérateurs. Dans les transports aériens au sol, l'industrie pharmaceutique ou les industries chimiques, à catégorie socioprofessionnelle donnée, les rémunérations sont largement supérieures à la moyenne des conventions collectives de branche.

Les disparités de salaires moyens entre branches sont les plus importantes pour les cadres

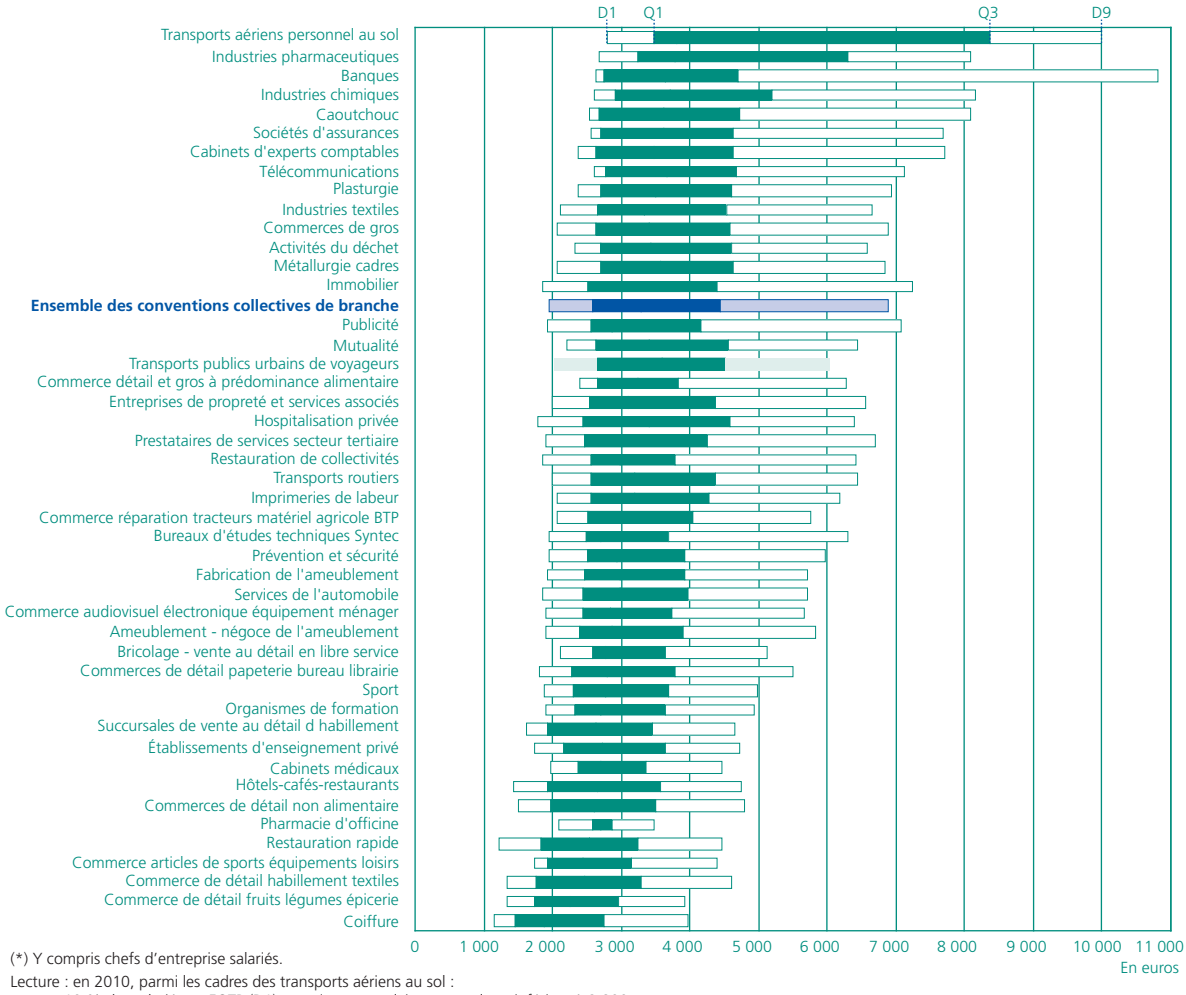
Parmi les principales conventions collectives de branche, le salaire moyen des cadres s'échelonne de 2 280 euros dans la coiffure à 5 680 euros dans les transports aériens personnels au sol, soit un rapport de 1 à 2,5. Mais une partie de cet écart s'explique par la forte hétérogénéité des métiers occupés par les cadres dans chacune des branches *(6)*. Ainsi, ceux de la coiffure sont très majoritairement des commerçants ou assimilés (75 %) dans de petites unités économiques (80 % travaillent dans une entreprise de 1 à 9 salariés) ; alors que dans les transports aériens personnels au sol, les cadres sont à 95 % des cadres administratifs ou des ingénieurs salariés de très grandes unités (plus de 80 % travaillent dans une entreprise de 500 salariés ou plus). À structure d'emploi comparable *(7)*, le salaire moyen des cadres ne varie plus que de 1 à 2 entre la convention collective la moins rémunératrice et celle offrant les rémunérations moyennes les plus élevées.

Dans les autres catégories socioprofessionnelles, les écarts de salaires moyens entre branches sont moins marqués. Pour les professions intermédiaires, le salaire mensuel net moyen d'un EQTP s'échelonne de 1 490 euros dans les établissements d'enseignement privé à 2 800 euros dans l'industrie pharmaceutique. Pour les employés, il

(6) Les chefs d'entreprise salariés sont ici regroupés avec les cadres.

(7) Le salaire moyen des cadres à structure d'emploi comparable est calculé, pour chaque convention collective, en appliquant au salaire moyen par sexe, âge, taille d'entreprise, temps de travail de cette convention collective la structure par sexe, âge, taille d'entreprise, temps de travail de l'ensemble des conventions collectives.

Graphique 2 • **Indicateurs de dispersion du salaire mensuel net des cadres (*) en 2010, pour les principales conventions collectives de branche**



Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

(*) Y compris chefs d'entreprise salariés.

Lecture : en 2010, parmi les cadres des transports aériens au sol :
- 10 % des salariés en EQTP (D1) perçoivent un salaire mensuel net inférieur à 2 800 euros ;
- 25 % des salariés en EQTP (Q1) perçoivent un salaire mensuel net inférieur à 3 470 euros ;
- 75 % des salariés en EQTP (Q3) perçoivent un salaire mensuel net supérieur à 8 370 euros ;
- 90 % des salariés en EQTP (D9) perçoivent un salaire mensuel net supérieur à 9 980 euros.

Autrement dit, 50 % des salariés en EQTP (zone en vert) perçoivent un salaire mensuel net compris entre 3 470 euros et 8 370 euros et 80 % des salariés en EQTP (zone en vert + blanc) perçoivent une salaire mensuel net compris entre 2 800 euros et 9 980 euros.

Note : les conventions collectives sont classées par ordre décroissant de salaire moyen des cadres.
Champ : conventions collectives de branche s'appliquant aux cadres et ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 (sauf celles dont les données ne peuvent être diffusées au regard du secret statistique - encadré 2).

varie de 1 240 euros pour la restauration rapide à 2 230 euros pour l'industrie pharmaceutique. Enfin, pour les ouvriers, le salaire mensuel net moyen d'un EQTP atteint 2 000 euros dans les banques, contre 1 210 euros dans la coiffure. Là encore, une partie des écarts observés peuvent résulter de disparités entre salariés au sein de chacune des catégories socioprofessionnelles, en particulier en termes de métiers occupés.

La dispersion des salaires est plus ou moins marquée selon les branches

Au sein de l'ensemble des conventions collectives de branche, 10 % des salaires sont supérieurs à 3 400 euros (D9) et 10 % inférieurs à 1 130 euros (D1), soit un rapport interdécile (D9/D1) égal à 3,0. Ce rapport interdécile est beaucoup plus élevé pour les cadres (3,5) que pour les autres catégories socioprofessionnelles : professions intermédiaires (2,1), employés (1,8) et ouvriers (2,0).

Pour les cadres, parmi l'ensemble des conventions collectives de branche, 10 % des salaires sont supérieurs à 6 880 euros (D9) et 10 % inférieurs à 1 960 euros (D1) (graphique 2). Le rapport interdécile des salaires des cadres varie nettement parmi les principales conventions collectives de branche : de 1,7 dans les pharmacies d'officine et 2,3 dans les cabinets médicaux à plus de 4,0 dans les banques où le seuil du dernier décile (D9) est proche de 11 000 euros. Pour les autres catégories socioprofessionnelles, les rapports interdéciles des salaires de chaque branche sont moins élevés. Pour les professions intermédiaires, le rapport interdécile dans les principales conventions collectives de branche s'échelonne ainsi de 1,6 dans les sociétés d'assurances à 3,3 dans le sport ; pour les employés, de 1,4 dans la restauration rapide à 2,4 dans l'industrie pharmaceutique ; et enfin, pour les ouvriers, de 1,5 dans la pharmacie d'officine à 2,5 dans les banques.

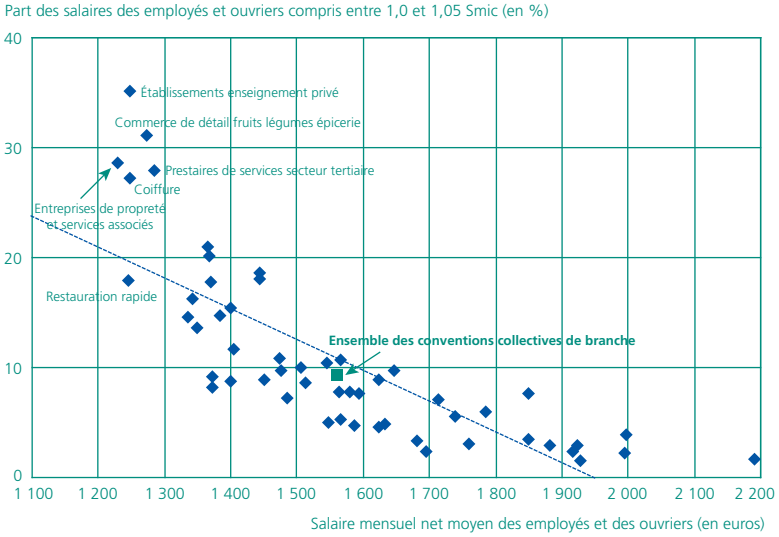
La forte disparité des dispersions de salaires entre branches est également illustrée par la présence plus ou moins marquée de très hauts salaires (THS) [4]. 1 % des salariés couverts par une convention collective de branche perçoivent un salaire net moyen en EQTP supérieur à 7 680 euros en 2010 (encadré 3). Ces THS, perçus pour l'essentiel par des cadres, sont davantage représentés dans les banques (7,1 %), les transports aériens personnel au sol (5,9 %), la métallurgie cadres (5,8 %).

À salaire moyen équivalent, la proportion des salaires au voisinage du Smic varie selon les branches

En 2010, 6,5 % des salariés couverts par une convention collective de branche sont rémunérés au voisinage du Smic, soit entre 1,0 et 1,05 Smic (encadré 1). La proportion de salaires au voisinage du Smic varie fortement entre les branches, en lien avec le profil des salariés couverts. Ainsi, la proportion de salaires compris entre 1,0 et 1,05 Smic est faible dans la métallurgie cadres (0,4 %), l'industrie pharmaceutique (0,8 %) et dans les transports aériens personnel au sol (0,9 %) alors qu'elle atteint 27,9 % dans les entreprises de propreté et services associés, ainsi que dans la coiffure.

En 2010, les ouvriers et les employés représentent 90 % des salariés aux rémunérations proches du Smic (comprises entre 1,0 et 1,05 Smic). Les entreprises de propreté et services associés, le commerce de détail fruits et légumes, les établissements d'enseignement privé, la coiffure et les prestataires de service secteur tertiaire sont les branches dans lesquelles les salaires moyens des ouvriers et employés sont les plus faibles et où la proportion de salariés rémunérés au voisinage du Smic est la plus élevée. À salaire moyen équivalent des ouvriers et employés, les proportions d'employés et d'ouvriers au voisinage du Smic varient parfois assez sensiblement selon les branches (graphique 3). Ainsi, le salaire mensuel net moyen des ouvriers et employés est quasiment identique dans les établissements d'enseignement privé, la

Graphique 3 • **Part des salaires compris entre 1,0 et 1,05 Smic et salaire mensuel net moyen pour les employés et les ouvriers en 2010, pour les principales conventions collectives de branche**



Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

Lecture : dans les établissements d'enseignement privé, en 2010, parmi les employés et les ouvriers, le salaire mensuel net moyen des employés et ouvriers est de 1 250 euros et 35 % des salaires de ces deux catégories sont compris entre 1,0 et 1,05 Smic.

Champ : conventions collectives de branche s'appliquant aux employés et aux ouvriers et ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 (sauf celles dont les données ne peuvent être diffusées au regard du secret statistique - encadré 2).

coiffure et la restauration rapide (près de 1 250 euros) alors que la part des employés et ouvriers rémunérés au voisinage du Smic est assez différente entre les trois branches (respectivement 35 %, 27 % et 18 %). De façon générale, les écarts entre salaires moyens et concentration des salaires au voisinage du Smic peuvent être liés en partie aux niveaux des minima conventionnels et des grilles indiciaires fixés dans chacune des branches, ou encore à d'autres facteurs, comme par exemple le niveau de qualification des salariés ou le turnover.

En 2010, 11,6 % des salariés couverts par une convention collective de branche perçoivent une rémunération mensuelle en EQTP supérieure à 3 Smic. Les cadres représentent 80 % des salariés aux rémunérations les plus élevées (supérieures à 3 Smic). Les branches qui emploient le plus de cadres (métallurgie cadres, télécommunications, bureaux d'études Syntec, sociétés d'assurance, banques, industrie pharmaceutique…) sont donc aussi logiquement celles où la proportion de salaires supérieurs à 3 Smic est aussi la plus élevée (graphique 4).

Le salaire moyen des femmes est inférieur à celui des hommes dans la très grande majorité des branches

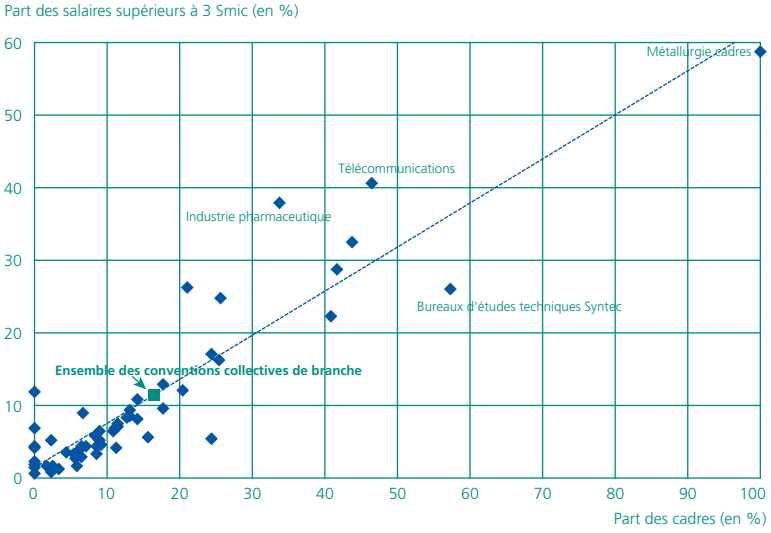
En moyenne, dans l'ensemble des conventions collectives de branche, le salaire mensuel net moyen d'une femme (1 810 euros) est inférieur de 20,9 % *(8)* à celui d'un homme (2 290 euros). Dans la quasi-totalité des branches couvrant plus de 50 000 salariés, le salaire moyen des femmes est inférieur à celui des hommes : cet écart dépasse 30 % dans l'immobilier, la mutualité, les sociétés d'assurance, les banques, les cabinets médicaux et cabinets d'experts comptables (tableau 3). Dans 4 conventions collectives de branche, le salaire moyen net des femmes est à l'inverse légèrement supérieur à celui des hommes : activités de déchet (+7,4 %), prévention et sécurité (+4,3 %), bâtiment ouvriers de plus de 10 salariés (+4,1 %) et travaux publics ouvriers (+3,8 %).

L'écart de salaires entre hommes et femmes est à rapprocher des différences de profil entre salariés des différentes branches. Ainsi, l'écart de salaires entre les hommes et les femmes tend à s'accroître avec le taux de féminisation de la branche (graphique 5). Dans les banques, les sociétés d'assurance, l'immobilier, la mutualité, les cabinets d'experts comptable et les cabinets médicaux, branches très féminisées, le salaire des femmes est inférieur de plus de 30 % à celui des hommes. *A contrario*, les branches où le salaire moyen des femmes est supérieur à celui des hommes sont des branches où plus de 85 % des salariés sont des hommes. Le lien entre la part des femmes dans l'emploi de la branche et l'écart de salaires entre hommes et femmes n'est toutefois pas systématique. Ainsi, dans la coiffure, les entreprises de propreté et services associés, le commerce de détail fruits et légumes ou la restauration rapide, l'écart de salaires entre femmes et hommes est inférieur à 18 % alors que plus de la moitié des salariés sont des femmes. Il s'agit de branches où la majorité des salariés – hommes comme femmes – sont plutôt jeunes et occupent des positions d'employés. Les salaires, en moyenne très inférieurs à ceux de l'ensemble des branches, sont très concentrés dans le bas de la distribution. Cette faible dispersion, liée en partie au salaire minimum, s'accompagne logiquement d'un plus faible écart moyen de salaires entre femmes et hommes.

Dans l'ensemble des branches, l'écart de salaires entre femmes et hommes est plus important pour les cadres (-21,7 %) que pour les autres catégories socioprofessionnelles : -15,2 % pour les professions intermédiaires, -8,2 % pour les employés et -16,7 % pour les ouvriers. L'écart, bien plus élevé pour les ouvriers que pour les employés, tient au fait qu'au sein de la catégorie ouvriers, les hommes occupent plus fréquemment que les femmes des postes d'ouvriers qualifiés, mieux rémunérés. Pour chacune des catégories l'écart salarial entre les femmes et les hommes

(8) L'écart de salaire entre femmes et hommes publié par l'Insee à partir du millésime 2010 des DADS (-19,7 %, [2]) est relatif au secteur « privé et semi-public », soit un champ légèrement différent de celui de cette étude (encadré 1).

Graphique 4 • **Part des salaires supérieurs à 3 Smic et part des cadres, en 2010, pour les principales conventions collectives de branche**



Lecture : dans l'industrie pharmaceutique, en 2010 la part de cadres s'établit à 34 % et 38 % des salaires sont supérieurs à 3 Smic.

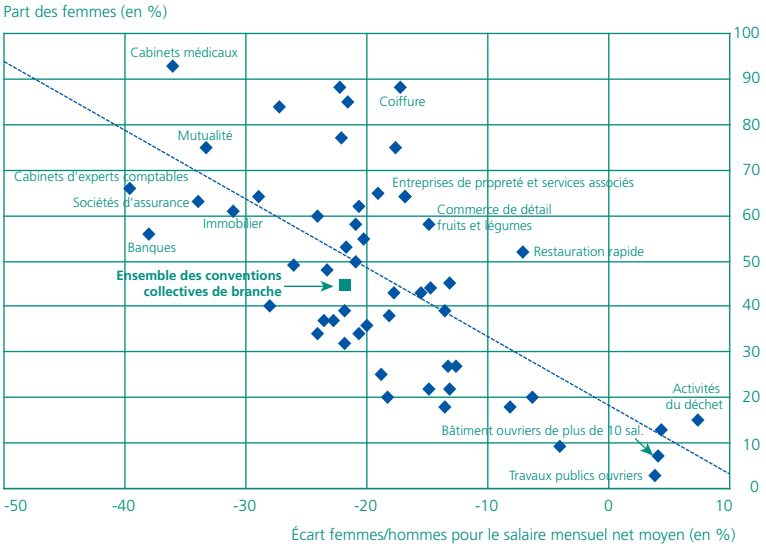
Champ : conventions collectives de branche s'appliquant aux cadres et ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 (sauf celles dont les données ne peuvent être diffusées au regard du secret statistique - encadré 2).

Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

se réduit entre 2009 et 2010 : de 0,9 point pour les cadres et les professions intermédiaires, de 0,7 point pour les ouvriers et 0,3 point pour les employés. Toutefois, il augmente de 0,2 point pour l'ensemble des salariés, la proportion de salariés cadres et de professions intermédiaires, où l'écart salarial femmes/hommes est plus élevé, ayant progressé.

À catégorie socioprofessionnelle donnée, la corrélation entre le taux de féminisation et l'écart de salaires femmes/hommes est plus ténue. Ainsi, dans les pharmacies d'officine, 79 % des cadres sont des femmes et l'écart de salaire femmes/hommes chez les cadres est relativement faible (-11 %). En effet, contrairement à la moyenne des branches *(9)*, les positions qu'occupent les cadres femmes et hommes de cette branche sont sensiblement équivalentes : plus de 90 % des cadres de cette branche relèvent de la catégorie « professeurs ou professions scientifiques ». À l'opposé, dans les cabinets médicaux *(10)*, 70 % des cadres sont des femmes, pour un écart de salaire femmes/hommes relativement élevé : dans cette branche, les femmes cadres sont très majoritairement « cadres administratifs et commerciaux d'entreprise » alors que les hommes cadres sont en moyenne plus souvent « ingénieurs et cadres techniques d'entreprise », ces dernières professions étant en moyenne plus rémunératrices.

Graphique 5 • **Part des femmes et écart femmes/hommes pour le salaire mensuel net moyen en 2010, pour les principales conventions collectives de branche**

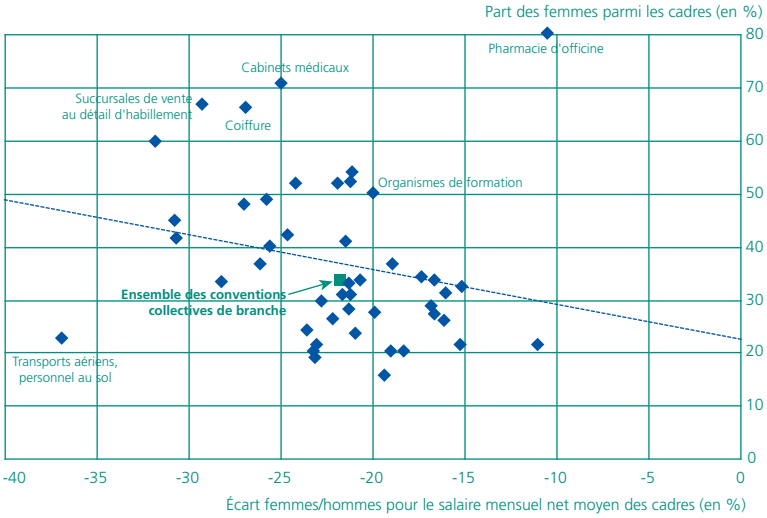


Lecture : dans les cabinets d'experts comptables, la proportion de femmes est de 66 % au 31/12/2010 et le salaire mensuel net moyen d'une femme est inférieur de 39,6 % à celui d'un homme en 2010.

Champ : conventions collectives de branche ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 (sauf celles dont les données ne peuvent être diffusées au regard du secret statistique - encadré 2).

Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

Graphique 6 • **Part des femmes et écart femmes/hommes pour le salaire mensuel net moyen en 2010, pour les cadres (*) des principales conventions collectives de branche**



Note : certaines conventions (notamment cabinets médicaux et coiffure) correspondent à de très faibles effectifs de salariés cadres hommes ou femmes, d'où des variations parfois sensibles d'une année sur l'autre.

(*) Y compris chefs d'entreprise salariés.

Lecture : dans les transports aériens personnel au sol, parmi les cadres, la proportion de femmes est de 23 % au 31/12/2010 et le salaire mensuel net moyen d'une femme est inférieur de 37 % à celui d'un homme en 2010.

Champ : conventions collectives de branche s'appliquant aux cadres et ayant au moins 50 000 salariés au 31/12/2010 (sauf celles dont les données ne peuvent être diffusées au regard du secret statistique - encadré 2).

Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

(9) Dans l'ensemble des branches, parmi les cadres, les femmes sont surreprésentées dans la catégorie socioprofessionnelle « cadres administratifs et commerciaux d'entreprise » (60 % contre 40 % pour les hommes) et sous-représentées dans la catégorie socioprofessionnelle « ingénieurs et cadres techniques d'entreprise » (20 % contre 40 %).

(10) Les effectifs de salariés cadres, notamment hommes, sont très faibles dans cette branche. Aussi, les variations d'une année sur l'autre peuvent être marquées.

Bernard Neros (Dares).

Pour en savoir plus

[1] Combault P. (2006), « La couverture conventionnelle a fortement progressé entre 1997 et 2004 », *Premières Synthèses* n° 46.2, novembre.

[2] Bichler G., Kerjosse R. (2012), « En 2010, les salaires ralentissent en euros constants », *Insee Première* n° 1403, juin.

[3] André C., Chamki A. (2012), « Les salaires par secteur et par branche professionnelle en 2010 : une accélération dans la plupart des secteurs contrebalancée par un regain d'inflation », *Dares Analyses* n° 074, octobre.

[4] Amar M. (2010), « Les très hauts salaires du secteur privé », *Insee Première* n° 1288, avril.

Des données statistiques plus complètes sur les conventions collectives de branche sont diffusées sur le site du ministère chargé du travail, www.travail-emploi.gouv.fr/ Études, recherches, statistiques de la Dares > Statistiques > Salaires et épargne salariale > Fiches statistiques sur les conventions collectives de branche, avec notamment des fiches statistiques détaillées sur les 252 conventions collectives de branche de plus de 5 000 salariés, désagrégeant les indicateurs sur l'emploi et les salaires selon différents critères (âge, sexe, catégorie socioprofessionnelle, taille d'entreprise).

Encadré 1

SOURCE, CHAMP ET DÉFINITIONS

Source

Les données sont issues d'une exploitation du fichier exhaustif des déclarations annuelles de données sociales (DADS) retraitées par l'Insee. La DADS est une formalité déclarative que doit accomplir toute entreprise employant des salariés, en application de l'article R243-14 du code de la sécurité sociale. De nombreux traitements sont réalisés par l'Insee à partir de la déclaration annuelle brute effectuée par chaque employeur : reprises d'identification de l'employeur, codification de la PCS, mise en cohérence des rémunérations, localisation fine du lieu de travail, extension du champ (fonction publique, régime agricole, particuliers-employeurs), certification de la multiactivité…

La variable relative à la convention collective (IDCC) du fichier des DADS (encadré 2), dont le taux de non remplissage est supérieur aux autres variables du fichier, a été partiellement redressée par la Dares à l'aide d'une information auxiliaire sur les conventions collectives issue des enquêtes Acemo de la Dares.

Champ

Le champ de cette publication porte sur les salariés couverts par une convention collective de branche (encadré 2), soit près de 15,3 millions de salariés au 31 décembre 2010. Ces salariés sont employés dans des entreprises couvrant l'ensemble des activités économiques à l'exception des activités extra-territoriales (division 99 de la nomenclature d'activités). En outre, les activités des ménages (division 97 et 98), couvertes depuis 2009 par les DADS, ont été exclues.

Comparaison avec le secteur « privé et semi-public »

En règle générale, l'Insee et la Dares publient des données détaillées sur l'emploi et les salaires à partir des DADS sur le champ du secteur « privé et semi-public » [2, 3]. Le secteur « privé et semi-public » (16,5 millions de salariés au 31 décembre 2010) et le champ de la présente étude (conventions collectives de branche, soit 15,3 millions de salariés) coïncident pour la très grande majorité des salariés.

- Les salariés d'entreprises du secteur privé et semi-public non couverts pas des conventions collectives de branche non agricoles regroupent en majorité des intérimaires non permanents, des salariés sans couverture conventionnelle, des salariés couverts par le statut de la fonction publique d'État dans une entreprise privée (La Poste, France Telecom) ou encore des salariés couverts par une branche agricole (et dont le secteur d'activité n'est pas l'agriculture : industrie agro-alimentaire par exemple).
- Les salariés couverts par des conventions collectives de branche mais non comptés dans le secteur « privé et semi-public » regroupent, pour moitié, des apprentis, stagiaires ou bénéficiaires d'emplois aidés et pour autre moitié, principalement des salariés relevant des administrations publiques travaillant dans des activités « non marchandes » du privé (éducation, santé, action sociale, etc.).

Définitions

Les données sur **l'emploi** concernent les salariés présents au 31 décembre 2010, quelles que soient leurs caractéristiques (temps de travail, contrat, durée de travail sur le restant de l'année, etc.). Les données sur les salaires portent sur les salariés présents en 2010. Les deux excluent le secteur agricole, l'administration (État, collectivités locales, fonction publique hospitalière), les apprentis, les stagiaires et les bénéficiaires d'emplois aidés.

Salaire net d'un équivalent-temps plein : le **salaire net** est calculé à partir du salaire net fiscal disponible dans la DADS. Il est net de toutes cotisations sociales, y compris contribution sociale généralisée (CSG) et contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). Il ne comprend pas la participation et l'intéressement placé sur un plan d'épargne entreprise (qui ne sont pas imposables). Le **salaire en équivalent-temps plein (EQTP)** est calculé en prenant en compte tous les postes de travail des salariés (y compris les postes à temps partiel). Chaque poste est pris en compte au prorata de son volume horaire de travail rapporté à celui d'une poste à temps complet. Par exemple, un salarié ayant occupé un poste donné durant 6 mois à 80 % et ayant perçu au total 10 000 euros compte pour 0,4 (=0,5*0,8) en EQTP rémunéré 25 000 euros par an.

Équivalent-temps plein (EQTP) : nombre total d'heures travaillées divisé par la médiane des heures travaillées des salariés à plein temps de la même catégorie socioprofessionnelle et du même secteur d'activité.

Répartition des salaires relativement au Smic

Pour chaque période d'emploi, le salaire horaire net est rapporté à la valeur moyenne du Smic horaire net moyen (6,96 euros, soit 1 056 euros par mois pour 151,67 heures effectuées par mois), puis compté au prorata de son EQTP.

Par exemple :

- un salarié comptant pour 1 EQTP avec un salaire mensuel net moyen de 2 000 euros (soit 2 000/1 056 =1,89 Smic), compte pour un poids de 1 dans la tranche « entre 1,6 et 2 Smic » ;
- un salarié comptant pour 0,5 EQTP avec un salaire mensuel net moyen de 1 100 euros (soit 1 100/1 056 =1,04 Smic), compte pour un poids de 0,5 dans la tranche « entre 1,0 et 1,05 Smic ».

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la Dares)
Directeur de la publication : Antoine Magnier.
Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) / Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr
Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.
Conception graphique : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.
Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.
Abonnements : dares.communication@travail.gouv.fr
Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128.

Encadré 2

CONVENTION COLLECTIVE : DÉFINITIONS JURIDIQUE ET STATISTIQUE

Convention collective

Le Code du travail fixe les règles générales applicables aux relations de travail entre employeurs et salariés de droit privé. Dans ce cadre, les partenaires sociaux négocient des conventions et accords, qui viennent compléter le droit du travail. La convention collective couvre l'ensemble des conditions d'emploi, de formation professionnelle et de travail ainsi que les garanties sociales, tandis que l'accord se limite à un ou plusieurs objets de négociation.

Convention collective de branche

Le champ d'application des conventions et accords peut être interprofessionnel ou professionnel. Il s'agit dans ce dernier cas d'une convention ou accord dit de branche. Une convention collective de branche couvre l'ensemble des relations de travail dans un champ professionnel donné, c'est-à-dire pour un ensemble de métiers présentant une proximité en termes d'activités et de compétences mises en œuvre. Elle est conclue entre :

- d'une part, une ou plusieurs organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au plan national ou qui sont affiliées aux dites organisations ou bien encore qui ont fait la preuve de leur représentativité dans le champ d'application ;
- d'autre part, une ou plusieurs organisations syndicales d'employeurs ou tout autre groupement d'employeurs, voire un ou plusieurs employeurs pris individuellement.

À compter de 2013, les dispositions relatives aux organisations syndicales de salariés habilitées à négocier sont modifiées par la loi sur la représentativité de 2008.

La majorité des conventions collectives sont étendues par la puissance publique et leur application est dès lors obligatoire pour les entreprises entrant dans leur champ d'application. Les autres ne sont obligatoires que pour les entreprises signataires ou appartenant à un syndicat patronal signataire. Il n'est pas fait de distinction dans cette publication entre entreprises relevant de l'un ou de l'autre cas.

D'éventuels accords peuvent se greffer sur la convention collective de branche, l'ensemble constitue dès lors le dispositif conventionnel de la branche.

Les conventions de branche peuvent êtres aussi complétées par des conventions de branche de niveau géographique inférieur. Ainsi, les conventions nationales du bâtiment ou de l'hôtellerie se voient adjoindre des conventions locales dans certains départements. Toutes les conventions collectives portant sur un échelon infra-national (département, région, etc.) ne possèdent pas un échelon national. Par exemple, les conventions locales de la métallurgie sont les conventions de référence.

Une convention de branche peut également être adaptée au niveau d'une entreprise ou d'un établissement par un accord interne à cette unité. La convention statistique de référence de cette unité demeure malgré tout la convention collective de branche.

Les conventions collectives de branche hors branches agricoles (15,3 millions de salariés au 31 décembre 2010) ne couvrent pas l'ensemble des salariés du champ des DADS. Les salariés non couverts par une convention collective de branche non agricole regroupent :

- les salariés des branches agricoles ;
- les salariés sous statut (fonction publique, chemin de fer, industries électriques et gazières, RATP, caisses d'épargne) ;
- les salariés régis par une convention d'entreprise exclusive, non rattachée à une convention de branche (Club Méditerranée, Croix Rouge, etc.) ;
- les salariés couverts par un ensemble d'accords (intérimaires des entreprises de travail temporaire ou VRP) ;
- les salariés sans couverture conventionnelle ou statutaire.

L'identifiant de convention collective (IDCC) et le regroupement des IDCC

La demande formulée par les partenaires sociaux d'une information statistique relative aux branches conventionnelles a conduit le système statistique public à repérer ces dernières par un code identifiant la convention collective (IDCC). Ce code IDCC est utilisé dans les enquêtes sur l'activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre (Acemo) de la Dares, dans les enquêtes sur le coût de la main-d'œuvre et la structure des salaires (Ecmoss) de l'Insee, ou encore dans les sources administratives (DADS). Les IDCC concernent aussi bien les conventions collectives que les autres cas de couverture ou de non-couverture des salariés. La liste annuelle des IDCC en vigueur est déterminée par le ministère chargé du travail, et disponible sur le site Internet www.travail-emploi.gouv.fr > Conventions collectives : nomenclatures et données statistiques.

Comme certaines conventions collectives ne s'appliquent qu'en complément d'autres conventions au champ plus important, il est alors nécessaire, d'un point de vue statistique, de regrouper ce type de conventions sur la convention ayant le champ le plus large *(1)*. On dit alors que l'IDCC est « agrégé ». Par exemple, les données des établissements déclarant appliquer la convention de l'hôtellerie de l'Isère (IDCC 00564) seront directement exploitées comme des données d'établissements appliquant la convention nationale des hôtels cafés restaurants (IDCC 01979).

Ce choix d'agrégation est effectué à des fins statistiques. Il ne préjuge pas de l'articulation juridique entre ces textes qui est du ressort de la négociation collective.

La Cris : un niveau plus agrégé pour les IDCC

Pour les besoins statistiques, une grille regroupée des codes IDCC a été créée : la grille d'analyse des conventions regroupées pour l'information statistique (ou Cris). À son niveau le plus agrégé, elle comprend 26 postes. Une description du contenu des postes de la grille d'analyse Cris est disponible sur le site www.travail-emploi.gouv.fr > Études, recherches, statistiques de la Dares > Statistiques > Salaires et épargne salariale > Conventions collectives regroupées pour l'information Statistique (Cris).

Les données de cette publication ne portent que sur les seules conventions collectives de branche gérées par le ministère chargé du travail, et hors branches agricoles. Ce champ correspond aux codes IDCC appartenant aux regroupements A à V de la nomenclature statistique Cris.

Secret statistique et seuil de publication

Conformément à la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, ainsi qu'aux règles de diffusion de l'Insee concernant le fichier des DADS, aucune information ne peut être publiée sur une population comportant :

- moins de 5 salariés ;
- un salarié comptant pour 80 % de la masse salariale de la population ;
- moins de 3 entreprises ;
- une entreprise comptant pour au moins 85 % de l'effectif salarié ou de la masse salariale.

En outre, les données ont été jugées non diffusables par la Dares pour :

- les conventions collectives dont le taux de couverture par des entreprises du secteur « privé et semi-public » (encadré 1) est inférieur à 50 % ou celles ayant moins de 1 000 salariés au 31 décembre 2010 ;
- les conventions collectives où plus de 50 % des entreprises sont des associations de loi 1901 de l'action sociale ou relèvent de l'administration publique. En effet, ce type d'entreprise n'est pas couvert par les enquêtes Acemo de la Dares, et le redressement de la variable IDCC (encadré 1) n'est probablement pas de qualité suffisante pour publier des données détaillées sur chaque convention ; ces conventions collectives appartiennent toutes au regroupement Cris « P – secteur sanitaire et social ».

Au final, en 2010, parmi les 493 conventions collectives de branches regroupées, 134 sont jugées non diffusables (soit moins de 10 % de l'effectif salarié total des conventions collectives de branche). Parmi ces dernières, 8 ont 50 000 salariés ou plus. Il s'agit majoritairement de conventions collectives du secteur sanitaire ou social.

(1) En effet, dans les DADS ou dans toute autre enquête, un établissement peut choisir de faire figurer un IDCC non agrégé ou un IDCC agrégé, les deux ayant une existence légale. La publication de statistiques sur les IDCC non agrégés serait alors fortement aléatoire selon les années et selon les enquêtes.

Encadré 3

CONVENTIONS COLLECTIVES ET TRÈS HAUTS SALAIRES

1 % des salariés couverts par une convention collective de branche perçoivent un salaire mensuel net moyen en EQTP supérieur à 7 680 euros en 2010. Ces « très haut salaires » (THS), perçus à 87 % par des hommes et à 95 % par des cadres, sont inégalement représentés dans les diverses conventions collectives.

Ainsi, dans 268 branches, représentant près de 60 % de l'emploi salarié en EQTP, la part des THS est inférieure à 0,5 % (tableau A). À l'inverse, 92 branches, représentant 20 % de l'emploi salarié, concentrent près de trois quarts des très hauts salaires. Parmi elles, 41 branches, dont 13 couvrant plus de 5 000 salariés, présentent des taux de THS supérieurs à 5 %.

Tableau A • **Répartition des conventions collectives de branche selon la part des très hauts salaires (THS) parmi leur effectif salarié**

	Nombre de conventions collectives	Effectif salarié au 31/12/2010	Proportion de THS (en %)	Part dans l'ensemble des salariés (en EQTP et en %)	Part dans l'ensemble des THS (en EQTP et en %)
Plus de 5 % de THS	**41**	**985 200**	**6,9**	**6,9**	**37,6**
Dont (*) : bourse		7 200	26,4	0,05	1,1
avocats salariés		5 700	23,7	0,04	0,7
sociétés financières		32 300	10,9	0,2	1,9
sociétés d'assurances inspection		6 800	9,7	0,05	0,4
exploitation d'équipements thermiques cadres		5 400	8,8	0,04	0,3
industrie du pétrole		33 200	7,3	0,2	1,4
banques		260 700	7,1	1,8	10,2
industries de carrières et de matériaux cadres		6 700	6,8	0,05	0,3
transports aériens personnel au sol		90 300	5,9	0,6	2,9
promotion construction		21 800	5,8	0,15	0,7
métallurgie cadres		415 200	5,8	2,9	13,4
travaux publics cadres		48 100	5,5	0,3	1,5
production audiovisuelle		5 800	5,3	0,05	0,2
Entre 2 % et 5 % de THS	**51**	**2 015 400**	**3,3**	**13,7**	**36,2**
Entre 0,5 % et 2 % de THS	**133**	**3 206 800**	**1,0**	**21,3**	**16,0**
Entre 0,1 % et 0,5 % de THS	**181**	**6 878 900**	**0,3**	**44,8**	**9,6**
Entre 0 % et 0,1 % de THS	**87**	**2 163 400**	**0,05**	**13,3**	**0,6**

(*) Figurent ici les conventions collectives de branche de 5 000 salariés ou plus ayant plus de 5 % de THS.

Note : un très haut salaire (THS) correspond à un salaire mensuel net en EQTP supérieur à 7 680 euros ; par construction, 1 % des salariés couverts par une convention collective de branche perçoivent un THS.

Lecture : en 2010, dans 41 conventions collectives de branche, la part des THS est supérieure à 5 % ; ces conventions concentrent 6,9 % de l'emploi salarié en EQTP des branches et 37,6 % des THS ; au sein de ces branches, la proportion de THS est de 6,9 %.

Champ : conventions collectives de branches en 2010.

Source : Insee, DADS 2010 (fichier exhaustif) ; calculs Dares.

Encadré 4

CONVENTIONS COLLECTIVES ET NOMBRES D'ENTREPRISES

En principe, la convention collective appliquée est déterminée en fonction de l'activité principale de l'entreprise. À titre dérogatoire, certains secteurs ont développé des conventions catégorielles, ce qui conduit à une coexistence de plusieurs conventions collectives dans la même entreprise. Ce cas est notamment très fréquent dans la métallurgie ou le bâtiment (regroupements Cris A et B), où la très grande majorité des salariés est couverte par une convention collective catégorielle (métallurgie cadres, bâtiment Etam *(1)*, etc.). Dans ce cas, chaque salarié est affecté à la convention collective qui le couvre, et, dans une même entreprise, 2 salariés peuvent donc être affectés à 2 conventions collectives *(2)*.

Dénombrer le nombre d'entreprises rattachées à telle ou telle convention collective n'est donc pas immédiat. Les fiches statistiques diffusées sur le site internet du ministère du travail proposent deux indicateurs complémentaires : le nombre d'entreprises pour lesquelles au moins un salarié est couvert par une convention donnée et le nombre d'entreprises pour lesquelles la dite convention s'applique à la majorité des salariés (comptés au 31 décembre 2010) de l'unité. Le deuxième indicateur conduit à attribuer une (et une seule) convention collective « principale » par entreprise. Les mêmes indicateurs sont également déclinés au niveau établissement.

Au final, on dénombre 1,5 million d'entreprises et 1,8 million d'établissements appliquant de façon majoritaire une convention collective de branche. Dans la majorité des cas, le nombre d'entreprises appliquant de façon majoritaire une convention collective est proche du nombre d'entreprises appliquant cette convention pour au moins un salarié. Les conventions de la métallurgie ou du bâtiment constituent toutefois des exceptions notables. Ainsi, près de 30 000 entreprises appliquent la convention « bâtiment Etam » (IDCC 02609) pour au moins 1 salarié, cette convention couvrant au total près de 127 000 salariés. Parmi ces entreprises, seules un peu plus de 6 000 l'appliquent de façon majoritaire. En effet, les entreprises du bâtiment emploient majoritairement des ouvriers (les ouvriers représentent en moyenne 80 % des salariés couverts par les conventions du bâtiment et des travaux publics, tableau 2). Rares sont donc les entreprises où les professions intermédiaires et les employés – auxquels s'applique l'IDCC 02609 – sont majoritaires. En revanche, près de 65 000 entreprises appliquent la convention « bâtiment ouvriers plus de 10 salariés » pour au moins 1 salarié, dont 60 000 de façon principale.

(1) Employés, techniciens et agents de maîtrise.

(2) L'approche par secteur d'activité (code APE) conduit en revanche à retenir un même secteur d'activité pour tous les salariés d'une entreprise.